



Monsieur le Préfet,
Monsieur le Président du Conseil Général,
Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale

Rentrée scolaire 2012 : La logique de la casse de l'école est renforcée, en conséquence, l'UNSA Éducation a fait le choix d'ignorer le CDEN du 6 février 2012 pour marquer sa ferme dénonciation des retraits d'emplois.

Dans le 1^{er} degré, les mesures qui touchent notre département sont sans précédent : -34 ETP. La traduction sur notre territoire de la politique de réduction budgétaire est malheureusement limpide pour l'UNSA Éducation :

- ~ disparition des derniers assistants étrangers,
- ~ diminution de la scolarisation des deux ans. (seulement 10% des enfants de 2 ans sont désormais scolarisés),
- ~ diminution drastique de l'aide administrative aux directeurs d'école,
- ~ destruction de la politique d'aide à la grande difficulté scolaire,
- ~ diminution des coordonnateurs de Réseaux d'Écoles Rurales (RER)
- ~ diminution des coordonnateurs de Réseaux de Réussite Scolaire (RRS)
- ~ diminution de la formation
- ~ diminution du nombre de remplaçants,

Ce qui augmente, ce sont les effectifs dans nos classes.

Dans le second degré, avec 22 postes en moins, les LP du Tarn sont les établissements les plus affectés par cette carte scolaire 2012 et une fois encore, ce sont les élèves qui ont le plus besoin d'encadrement qui payent la plus forte contribution aux plus de 14 000 suppressions de postes réalisées par le Ministre de l'Éducation Nationale.

Le Recteur de l'Académie de Toulouse aurait pu utiliser la baisse des effectifs dans les LP résultant de la mise en place du bac pro 3 ans avec 1an de formation professionnelle en moins, pour remettre des conditions d'enseignement acceptables dans ces établissements mais son choix a été au contraire de regrouper des filières, de transformer des classes en division, de maintenir des classes à 30 élèves ou plus, de diminuer les temps de travail en groupe ... Ainsi, cette répartition de la DGH 2012 dans les LP ne permet plus aux établissements de faire face à leurs missions et le gardiennage se substitue en lieu et place du temps d'enseignement. Une telle politique éducative est inacceptable et laisse les enseignants dans la désespérance la plus complète !

Pour exemple, au LP Rascol, les conditions d'enseignement deviennent telles que les enseignants ont décidé de s'en tenir à la simple prestation de service due en refusant : heures supplémentaires, tutorat, charge de professeur principal, projets éducatifs etc. Au LP le Sidobre une pétition en ligne est lancée pour informer qu'avec la DGH proposée cet établissement est en danger

Pour les collèges et les lycées afin de cacher les effets désastreux des politiques de suppressions de postes menées, les DGH proposées sont en trompe l'œil de sorte à présenter une situation politiquement acceptable, mais personne n'est dupe.

Ainsi, dans les collèges du Tarn avec 185 élèves de plus et un collège de plus ouvert à Lisle sur Tarn le Recteur propose seulement 1 poste et 3HSA en ETP de plus mais de qui se moque-t-on ?

De même avec 264 élèves de plus dans les lycées, les moyens attribués pour mettre en œuvre la réforme des lycées (mise en place des enseignements expérimentaux, de l'AP, des options, ...) sont nettement insuffisants pour permettre à cette réforme d'atteindre les objectifs prévus. Alors, s'il vous plaît que l'on ne nous dise pas que le solde est positif dans le second degré, mais soyons plutôt désolé d'être contraint de mettre élèves et enseignants dans des conditions d'enseignement difficiles car vraiment le compte n'y est pas

Cette politique de destruction d'emplois est révélatrice de la pensée pédagogique actuelle qui envisage froidement de laisser sur le carreau les élèves les moins favorisés. Notre département est fortement touché par la crise et le chômage. Il a besoin d'une vraie ambition, y compris éducative que nous ne retrouvons pas dans ces mesures. L'UNSA Éducation demande l'abandon de ces retraits.

L'éducation est, pour l'avenir de la jeunesse, la réponse la plus adaptée en temps de crise économique. Elle doit être ce choix ambitieux que consent une nation pour préparer les jeunes aux mutations, pour former et qualifier. L'éducation ne peut se faire au rabais. Elle a besoin de moyens, de confiance, de dialogue pour évoluer, se moderniser, pour donner à chaque jeune les moyens de réussir.